



Organisation des Nations Unies

## Transcription de la conférence de presse du Secrétaire général adjoint des Nations Unies aux Opérations de paix, Jean-Pierre Lacroix, le 7 septembre 2025 à Beni

La conférence de presse était animée à partir de Beni par M. Jean-Pierre Lacroix, Secrétaire général adjoint des Nations Unies aux Opérations de paix, en visite en République démocratique du Congo depuis le 3 septembre dernier. Cette conférence de presse clôturait cette visite qui s'est déroulée du 3 au 7 septembre 2025, et a conduit Monsieur Lacroix successivement à Kinshasa, Bunia et Fataki dans la province de l'Ituri, et enfin Beni, capitale provinciale provisoire du Nord-Kivu. Aux côtés du Secrétaire général adjoint des opérations de paix de l'ONU, il y avait Madame Bintou Keita, la Représentante spéciale du Secrétaire général des Nations Unies en République démocratique du Congo et cheffe de la MONUSCO ; général Cheryl Pearce qui est la conseillère militaire au département des opérations de paix de l'ONU ; le général Ulisses Mesquita Gomez, Commandant de la force de la MONUSCO et d'autres hauts responsables de la MONUSCO, notamment Abdourahamane Ghandu, le chef du sous-bureau de la MONUSCO à Beni.

**Secrétaire général adjoint des Nations Unies aux Opérations de paix [Jean-Pierre Lacroix] :** bonjour, merci chers collègues, bonjour chers amis de la presse, bonjour aussi aux auditeurs de Radio Okapi et merci d'être présents à cette conférence de presse. Effectivement, je suis avec ma délégation, avec la générale Cheryl Pearce qui dirige aujourd'hui les affaires militaires à New York, avec mes collègues Ugo Solinas, donc nous venons de New York.

Je suis en République démocratique du Congo depuis le 3 septembre, nous avons passé une journée à Kinshasa où j'ai pu rencontrer les autorités congolaises, le président de la République, la Première ministre avec plusieurs membres du gouvernement, le Président de l'Assemblée nationale. Nous avons aussi rencontré les différents partis de l'opposition. Et ensuite, nous nous sommes rendus à Bunia et aujourd'hui, nous sommes à Beni. Lors du passage Bunia, nous avons également fait une visite à l'une des bases de la MONUSCO à Fataki.

Je commencerai peut-être par là pour signaler quelque chose qui est important. Quand on est dans une implantation, dans une base comme celle de Fataki et ça peut s'appliquer à beaucoup d'autres localités où est présente la MONUSCO, il y a des personnes déplacées qui sont autour d'une base, plusieurs milliers qui dépendent de nos collègues de la MONUSCO pour leur protection.

Et si on ajoute à cette situation de Fataki, les autres situations comparables, ça fait que rien que pour les personnes déplacées, il y a des dizaines de milliers, plutôt des centaines de milliers de personnes qui dépendent de nos collègues de la MONUSCO pour leur protection quotidienne, avec le concours de nos collègues humanitaires. Mais ça n'est qu'un aspect des activités de protection des civils de la MONUSCO puisque, parallèlement à cela et malgré les défis, à l'heure où nous parlons, il y a des



## Organisation des Nations Unies

opérations qui sont conduites avec les FARDC ici même dans cette zone de Beni et aussi en Ituri pour contrer les actions de ceux qui perpétuent la violence.

Alors maintenant, si je regarde, disons une perspective plus large, cette visite intervient alors que dans quelques jours s'ouvrira l'Assemblée générale des Nations Unies, avec la participation, comme chaque année, des autorités congolaises à un niveau très élevé. Et dans quelques mois, le Conseil de sécurité examinera la question de la reconduction du mandat de la MONUSCO.

Donc, il était important de venir en République démocratique du Congo, d'abord, pour s'entretenir avec les autorités congolaises et faire le point de nos relations et de ce qu'attendent les autorités congolaises de la MONUSCO.

Et le message très clair qui m'a été confié, qui m'a été délivré par le président de la République, par la Première ministre et les ministres, c'est que les autorités congolaises souhaitent que la MONUSCO reste en République démocratique du Congo, continue à travailler et que notre coopération se poursuive et même s'intensifie, avec l'espoir que s'il y a des progrès dans la mise en œuvre des engagements pris au titre des différents processus de paix et aussi qui figurent dans le cadre de la résurrection 2773 du Conseil de sécurité. Notamment l'avènement d'un cessez-le-feu, que nous puissions, comme nous nous y préparons, jouer un rôle pour suivre et observer le respect de ce cessez-le-feu.

Donc il est important encore une fois d'avoir ce message très clair de la part des autorités qui, naturellement nous a conforté dans notre détermination à continuer à travailler aux côtés du peuple congolais, aux côtés des autorités de tous les protagonistes au Congo pour soutenir les efforts de paix et continuer la protection des civils dans toute la mesure du possible.

Nous avons, ensuite, comme je l'ai dit, visité Ituri, Bunia, Fataki. Je voudrais à cette occasion rendre hommage au travail que font nos collègues de la MONUSCO dans des conditions qui ne sont pas faciles. Mais encore une fois, malgré certaines difficultés, malgré les revers et les insuffisances, je le redis, des centaines de milliers de Congolais qui sont protégés par nos collègues et des opérations très pro-actives, dont la proactivité et l'intensité se sont renforcées depuis quelques mois pour contrer ceux qui perpétuent la violence.

Et aussi ici à Beni dans les deux cas, comme reflet de l'excellente relation que nous avons au niveau national, avec les autorités à Kinshasa, j'ai pu à nouveau constater l'excellente coopération avec les autorités locales, qu'il s'agisse du gouverneur de l'Ituri, de celui du Nord-Kivu et de leurs équipes. Donc, là aussi, nous avons une très solide plateforme pour avancer.

Alors, comment avancer ? Il y a plusieurs niveaux d'abord. Des efforts politiques importants, avec l'engagement d'acteurs internationaux déterminés et influents, ils sont en soi positifs. J'ai rappelé la résolution 2773 du Conseil de sécurité, adoptée à l'unanimité, ce qui montre que le soutien aux efforts de paix au Congo bénéficie d'un soutien unanime de nos membres, notamment des membres du Conseil de sécurité.



## Organisation des Nations Unies

Je le dis parce que nous avons une communauté internationale qui en général est polarisée et dont la polarisation rend très difficile au point même de se mettre d'accord sur les principaux éléments d'un règlement, d'une situation. Ce n'est pas le cas pour la République démocratique du Congo. Je crois que les Congolais doivent savoir qu'il y a même, malgré les défis qui persistent, mais une forte unanimité des membres du Conseil pour pousser les efforts de paix.

Il y a le processus important de Washington avec les déclarations qui ont été adoptées et qui contiennent, je vous rappelle, des engagements importants de la part des protagonistes et de la même manière le processus de Doha et la déclaration qui a été adoptée, déclaration d'intention et des réunions qui ont suivi.

Alors il ne faut pas minimiser l'importance de ces processus et de ces efforts diplomatiques. Mais simplement, ce qu'il faut, c'est qu'ils s'intensifient, que les protagonistes qui s'impliquent fortement et nous en sommes parties, et continuent à le faire pour obtenir les résultats concrets sur le terrain, c'est-à-dire une diminution de la violence, un cessez-le-feu, la tenue et la mise en œuvre de tous les engagements qui ont été pris.

Et donc ce qu'il faudra absolument éviter, c'est que ces processus stagnent, s'étiolent ou s'érodent et où finalement, on passe à autre chose, sans résultat concret sur le terrain. Ça, c'est quelque chose que nous souhaitons pour notre part éviter. Et nous allons continuer très fortement à nous investir dans le soutien au processus politique et inciter les autres acteurs de ces processus politiques, bien sûr les parties et ceux qui s'impliquent.

Comme par exemple les États-Unis ou le Qatar ou l'Union africaine, les organisations telles que la SADC et Eastern African Community qui ont continué leurs efforts pour aboutir encore une fois à la cessation des violences et notamment pour ce qui concerne la problématique du M23.

Parallèlement à ça, les efforts que nous faisons aujourd'hui continueront évidemment sans même attendre, mais tout en travaillant activement, mais sans même attendre qu'il y ait des progrès sur les procédures diplomatiques. J'ai rappelé tout à l'heure que j'ai pu à nouveau observer sur le terrain les efforts de nos forces avec les FARDC, de la Police nationale, avec la Police des Nations Unies, il y a les résultats concrets. Je parlais avec le gouverneur du Nord-Kivu du rôle que jouent les patrouilles conjointes, jci même à Beni, de la police et ensuite de la FIB un peu plus tard, y compris de nuit, pour justement préserver la sécurité. Sur le terrain aussi, nous nous préparons, je l'ai dit, à d'éventuels progrès dans la mise en œuvre des engagements au titre des processus de paix notamment s'il y a, cessez-le feu, nous avons des plans pour mettre en œuvre encore une fois les mécanismes de supervision du cessez-le-feu.

Après, nous avons dans la zone occupée actuellement par le M23 et les forces rwandaises, des difficultés supplémentaires liées aux restrictions qui sont imposées à nos collègues de la MONUSCO, restriction de liberté de mouvement, restriction au titre de la fourniture de ce qui permet à nos collègues de subsister pour vivre d'eau, d'électricité, des pressions qui sont inacceptables et que nous devons à



## Organisation des Nations Unies

tout prix alléger, des restrictions au niveau du passage des biens et personnes à la frontière de Goma, Gisenyi et cetera, et cetera.

Et donc, notre intention, c'est de faire tout ce qui sera possible de faire pour lever ces restrictions. Nous appelons à la coopération de tous pour que cela se réalise. C'est aussi une question que j'ai abordée évidemment, avec les autorités congolaises qui m'ont indiqué qu'elles souhaitaient que nous restions dans toute la mesure du possible, présents à Goma pour jouer le rôle que nous pouvons jouer sur place, conformément à notre mandat.

Alors maintenant, je voudrais aborder un autre défi, qui est celui de la contrainte financière, parce que nous avons déjà des restrictions qui sont liées au fait que tous nos États membres ne paient pas, en temps voulu et dans leur totalité, les contributions obligatoires qu'ils doivent payer pour le budget du maintien de la paix, d'ailleurs comme pour le budget dit budget régulier, qui est le budget des Nations Unies hors Maintien de la Paix. Ça nous conduit déjà à prendre des mesures de restriction du type gel de recrutement et faire beaucoup d'économies.

Mais nous avons aussi un degré d'incertitude, je dirais, plus fort quant à l'avenir de nos contributions et ces incertitudes sur le montant des liquidités qui seront rendues disponibles pour les opérations de maintien de la paix, y compris pour la MONUSCO, nous conduisent à prendre des décisions, à faire des préparatifs, des plans de contingence—comme on dit « Contingency planning »— pour le cas où, effectivement, nous aurions des restitutions encore plus sévères sur nos liquidités. Et bien sûr, cela aurait un impact sur toutes nos opérations de maintien de la paix. Un impact sévère. Je crois que, parallèlement à nos plans de contingence, à nos plans dans la perspective, encore une fois, de restrictions financières encore plus fortes, il est important de continuer un plaidoyer pour que, encore une fois, toutes les contributions qui sont dues aux Nations Unies, et notamment au financement des opérations de maintien de la paix, soient payées dans leur totalité et en temps utile par tous les États membres.

D'ailleurs, c'est une obligation qui leur incombe au niveau de la Charte, mais je dirais que ce que nous souhaitons, c'est de la cohérence de la part dans nos États membres.

Ceux-ci votent des résolutions qui soutiennent la MONUSCO. La résolution 2773, dernière en date, contient un langage très proactif sur le rôle que joue et que pourrait jouer la MONUSCO en cas de progrès, et notamment de cessez-le-feu. Des déclarations adoptées à Washington, en présence des autorités congolaises et rwandaises et des plus hautes autorités américaines, contiennent également des éléments positifs et favorables au rôle de la MONUSCO et au rôle qu'elle pourrait jouer dans l'avenir, un rôle accru. De même des déclarations de Doha.

Nous attendons une cohérence dans la mesure où, d'un côté, si nous avons ces expressions de soutien à la MONUSCO, ces expressions doivent être normalement, je dirais, accompagnées d'un soutien financier compatible avec ces expressions de soutien politique. C'est ce que nous souhaitons obtenir de la part de nos États membres.



## Organisation des Nations Unies

Voilà en quelques mots ce que je souhaitais vous dire. Et encore une fois, je termine en remerciant tous nos collègues de la MONUSCO qui font un travail exceptionnel dans des conditions difficiles, parfois même très difficiles. Je pense encore une fois à la situation dans la zone de Goma, et celle des zones occupées actuellement par le M23.

Je souhaite remercier les autorités congolaises et tous nos interlocuteurs congolais et je souhaite aussi remercier les représentants de la société civile, les représentants des communautés congolaises que nous avons rencontrés, et qui d'abord restent encore trop souvent affectés par des violences, mais qui expriment à notre égard des attentes aussi, parce qu'il faut le dire, de la gratitude par rapport à ce que font nos collègues en dépit de tous les défis, qui expriment aussi des attentes, et c'est tout à fait normal parce que, certes, il y a des efforts diplomatiques mais la situation reste encore très, très difficile. Nous en sommes pleinement conscients. Voilà, merci de votre attention. Et bien sûr, j'attends vos questions.

### Question 1

**Julie Londo/Radio Moto Beni :** Je suis Julie Londo de la Radio Moto Beni. J'ai deux petites questions. La première, c'est quel type de soutien la MONUSCO garantit au gouvernement congolais dans la lutte contre l'insécurité au Nord-Kivu, surtout face à la continuité des ADF dans le Grand Nord et de l'AFC/M23 dans le Petit Nord ? Et puis, la deuxième question : vous avez parlé de faire le suivi du cessez-le-feu. Alors, concrètement, quels sont les mécanismes que vous avez mis en place pour faire ce suivi-là ? Merci.

### Question 2

**Albert Kambale/ Agence Congolaise de Presse :** merci beaucoup. Que pensez-vous des acteurs politiques congolais qui estiment que la crise congolaise, en République démocratique du Congo, doit trouver solution uniquement entre les Congolais, pas le processus de Doha, pas les accords de Washington ? C'est la première question. La deuxième et la dernière : ne voyez-vous pas que la MONUSCO joue entre le chaud et le froid ? C'est-à-dire Jean-Pierre Lacroix avec des autorités congolaises à Kinshasa, et Bintou Keita avec les rebelles AFC/M23 à Goma ? Merci.

### Question 3

**Pascal Muhindo/ Deutsche Welle :** Lors de votre dernier passage ici à Beni, vous avez annoncé la délocalisation du QG (Quartier Général), disons, des Casques Bleus à Beni. Mais, malgré cela, les violences continuent à se perpétrer contre les populations civiles. Récemment, il y a eu des attaques ADF à Oïcha ; il y [en] a eu à Komanda et à Lubero dans le Bapere. Qu'est-ce qui est fait concrètement depuis que vous avez pris cette décision ? Mais aussi, par rapport à l'implication de la MONUSCO par rapport à l'accord qui a été signé à Washington et puis toute la médiation qui se fait à Doha, quelles sont pratiquement les actions que vous menez pour que les parties au conflit trouvent, respectent d'abord le cessez-le-feu qu'elles ont accepté lors de l'accord de principe qu'elles ont signé au Qatar ?



## Organisation des Nations Unies

### **Secrétaire général adjoint des Nations Unies aux Opérations de paix [Jean-Pierre Lacroix]:**

Merci alors je crois que la première question et la dernière question se recourent sur la question du soutien de la MONUSCO au gouvernement congolais en ce qui concerne notamment la lutte contre les groupes armés, plus spécifiquement les ADF. Et ce que je peux vous dire, c'est qu'il y a un travail conjoint qui s'est renforcé notamment entre la Force et les FARDC. Il y a des opérations conjointes qui sont conduites. Il y a des projets pour faire davantage encore sous l'autorité de Madame Keita et la responsabilité du Commandant de la Force. Je ne pense pas devoir voir en dire plus parce qu'il vaut mieux maintenir un certain degré de confidentialité sur ce qui est fait.

Mais nous sommes en face d'un défi qui n'est pas nouveau et dont il est connu qu'il ne peut être traité qu'avec des efforts soutenus, une parfaite coordination et avec beaucoup de résilience face à la menace, comme vous le savez, de tous ces groupes armés, notamment des ADF, de toute menace d'ailleurs. Alors, évidemment, on voit davantage là où la prévention a échoué et on ne voit pas quand la prévention a réussi.

C'est un peu le défi auquel nous sommes confrontés. Il y a beaucoup de cas. On pourrait d'ailleurs peut-être donner davantage d'informations dans notre communication sur ces cas précis où, précisément, la prévention a réussi ou alors encore où des civils ont été libérés de la contrainte, de la violence, où des civils kidnappés ont été rendus à leurs familles.

Quand j'étais à Bunia, j'ai eu une longue liste de la part du Commandant sur place de tout ce qui avait été fait, justement avec les résultats concrets. Il faut croire que ce serait utile de vous les communiquer en détails pour savoir aussi... que vous sachiez que, au-delà des nouvelles qui sont évidemment tristes de meurtres commis par les ADF et d'autres groupes, il y a aussi des actions de prévention qui réussissent. Encore une fois, le crédit revient aux FARDC, à la MONUSCO qui travaillent bien, je dirais même « mieux » ensemble, avec encore, certainement, des marges de progression y compris dans la coordination avec les autres acteurs qui sont présents sur place.

Après, l'autre question qui est... les questions sont un peu similaires entre la question de suivi du cessez-le-feu et la question de l'implication de la MONUSCO s'agissant des processus de Washington et Doha. Donc, sur le plan politique, encore une fois, il y a une responsabilité de notre côté à alerter sur le fait qu'il ne faut pas s'arrêter aux déclarations et aux résolutions ; il faut que l'effort diplomatique qui doit passer par toutes les mesures, incitations... J'hésite à utiliser le mot « pression », mais après tout, pression aussi. Tout ça doit être fait pour qu'il y ait ensuite des résultats concrets. Sur le terrain, la diminution de la violence avec, je crois, une importance plus particulière à accorder à la nécessité d'un cessez-le-feu parce qu'il est difficile d'avancer ensuite vers la paix s'il n'y a pas de cessez-le-feu.

Nous, nous sommes très prêts à déployer rapidement des éléments pour superviser la vérification du cessez-le-feu, donc les rapports sur le degré auquel il sera respecté. Par ailleurs, nous avons déjà une bonne expérience, une capacité aussi une bonne expérience de coopération en matière de désarmement des groupes armés. Nous avons d'ailleurs eu plusieurs actions et plusieurs résultats enregistrés dans ce domaine, et bien entendu, ce serait aussi une capacité qui serait mise en œuvre pour faire avancer le



## Organisation des Nations Unies

respect des engagements pris à Washington et Doha. J'ajoute qu'il y a d'autres aspects notamment liés à la question de la neutralisation des FDLR. Vous savez que ça constitue un élément qui figure dans les résolutions, dans les Déclarations. Et là aussi, comme par le passé, nous, nous sommes évidemment prêts à apporter notre concours à cet aspect des processus.

Oui, la question liée à comment est-ce que la solution est uniquement congolaise ou est-ce qu'elle doit être... Je dirais que la solution doit être principalement congolaise, bien entendu. Et j'ajoute que plus les Congolais seront unis, parce que nous avons parlé à Kinshasa des efforts de dialogue, des efforts de l'inclusivité. Et je pense, c'est mon opinion personnelle, que plus les Congolais seront unis, meilleure sera leur position pour progresser dans les efforts de paix. Parce que je pense aussi que les divisions ouvrent un espace à ceux qui perpétuent l'instabilité et la déstabilisation. Donc pour répondre à votre question, la solution, elle doit bien sûr être d'abord congolaise, mais le concours des partenaires internationaux, il est nécessaire, il est utile. Quand un ami est en difficulté, c'est normal de vouloir l'aider et de vouloir déployer des efforts pour l'aider à surmonter ces difficultés.

J'ajoute aussi qu'il y a une dimension internationale claire dans la situation de l'Est du Congo qui est tout à fait explicite, sinon vous n'auriez pas deux pays, le Rwanda et le Congo qui ont discuté ensemble à Washington. La dimension internationale est claire et je l'ai souvent dit dans le passé, il y a une forte dimension de conflit régional qui ne dit peut-être pas son nom mais qui caractérise le conflit de l'Est du Congo.

Alors quant à savoir, le chaud et le froid, en général, plutôt dans le chaud, on ne parle pas de la réalité climatique du Congo. Mais, je parle simplement de tous les défis que nous avons ensemble pour continuer notre travail et faire avancer les efforts de paix et la protection des civils. On a une parfaite unité entre le siège et puis Madame Keita, à qui vraiment, je voudrais rendre hommage pour tout le travail qu'elle fait et qu'elle a fait.

Et un des objectifs de la visite ici en République démocratique du Congo, c'est aussi précisément, de s'assurer que cette unité de compréhension et d'actions va se poursuivre. Je crois que cette unité, elle existe.

### Question 4

**Trésor Kabupula Benjamin/ RTGB : Ma question est celle de savoir : quel type de relation vous avez, vous les Nations Unies et les opérations conjointes que mènent les soldats des FARDC et ceux de l'Ouganda ? Est-ce une relation de l'apport ou de méfiance, merci.**

Secrétaire général adjoint des Nations Unies aux Opérations de paix [Jean-Pierre Lacroix]: non, mais il n'y a pas de méfiance, mais simplement comme nous poursuivons les mêmes buts qui sont de protéger les civils et de dégrader les capacités des groupes armés, il est essentiel de bien se coordonner pour qu'on utilise au mieux nos différentes capacités et qu'on évite les incidents. Parce que quand vous avez plusieurs forces qui sont sur le même terrain, et même si elles poursuivent les mêmes objectifs, si elles ne se coordonnent pas, on risque aussi d'avoir ce qu'on appelle des tirs fratricides ou en tout cas des



## Organisation des Nations Unies

incidents très gênants. Et c'est la raison pour laquelle nous travaillons avec les FARDC et ça se passe très bien.

Sinon, on n'aurait pas ces opérations conjointes, ces patrouilles conjointes, ces projets conjoints. Et avec les forces ougandaises, nous souhaitons peut-être nous coordonner davantage que nous le faisons à ce stade. D'ailleurs, nous avons un projet, des contacts justement pour renforcer cette coordination, je pense que ce sera nécessaire encore une fois de bien aligner les approches et les actions de ces différents acteurs encore une fois, pour maximiser notre impact sur le terrain, au moment où nous avons vu quand même en Ituri, mais aussi ici, plutôt une intensification de l'action des groupes [armés].

Et vous savez aussi très bien qu'il y a des périodes comme celle de récolte de café et de cacao par exemple, où les risques de violence s'intensifient, parce que c'est des risques de pillage des récoltes qui deviennent beaucoup plus aigus à cette période-là. Tout ça doit être bien pris en compte pour à la fois être plus efficace ensemble, mais aussi être plus efficace au moment où les risques d'accroissement de la violence deviennent plus forts.

Donc, voilà, c'est ce que je peux vous dire. Merci chers amis de la presse à nouveau, merci chers auditeurs, merci chers collègues de la MONUSCO et encore une fois, bon courage à tous.